

Le 7 juin 1994

*Le Général*  
*Chef de l'Etat-Major Particulier*

(22)  
- N O T E -

à l'attention de  
Monsieur le Président de la République

O B J E T : Votre entretien avec le Premier ministre le mercredi  
8 juin 1994 - Situation.

1. - EX-YOUGOSLAVIE.

La situation est relativement calme. A Gorazde, les Serbes se sont retirés de la zone des 3 km et à Sarajevo les Musulmans se retirent du mont Igman qui est passé sous contrôle d'une unité française.

Le rapatriement de notre bataillon de Glina se termine et à la fin de la semaine nos effectifs au sein de la Forpronu seront ramenés à 6000 hommes.

Au plan diplomatique la situation semble bloquée. Le groupe de contact s'est réuni avec les parties samedi à Genève mais aucune avancée sur la carte n'a pu être obtenue. Les Musulmans ont durci leurs positions, ils souhaitent qu'un éventuel cessez-le-feu soit d'une durée inférieure à deux mois alors les Serbes proposent douze mois.

Le représentant russe a demandé que Brcko soit attribué aux Serbes alors qu'il était peuplé de Croato-musulmans. Cette exigence a entraîné des demandes américaines pour sept villes importantes pour lesquelles aucun accord n'a pu être conclu.

Le groupe de contact estime donc inutile de poursuivre la discussion avec les parties. Il se réunira le 14 juin à Londres pour élaborer des propositions pour la réunion ministérielle, concernant les institutions, la carte, les garanties et les sanctions. Aucune date n'est avancée pour cette réunion qui devrait cependant se tenir avant le sommet du G7 à Naples.

! Dans l'hypothèse où les grandes puissances se mettraient d'accord sur une carte, différents scénarios vont être étudiés en fonction des réponses des belligérants.

.../...

Les Américains proposeront les réactions suivantes :

- X si les Serbes acceptent et si les Bosniaques refusent : levée progressive des sanctions sur les Serbes,
- X si les Serbes refusent et si les Bosniaques acceptent : levée de l'embargo sur les armes et/ou frappes aériennes.

La question d'un nouvel ultimatum se posera et nous devrons en discuter avec les Russes.

Lorsque les différents scénarios, et les réponses possibles auront été étudiés, le Premier ministre vous les soumettra.

## 2. - RWANDA.

Les combats et les massacres se poursuivent. Les forces gouvernementales ont lancé une contre-offensive dans le sud pour tenter de reprendre le contrôle de la route qui relie Gitarama à la frontière burundaise.

Aux Nations unies, les Etats-Unis cherchent à imposer le vote d'une nouvelle résolution pour autoriser le déploiement des renforts de la MINUAR. Ce vote n'est nullement nécessaire mais cette exigence s'inscrit dans le cadre de nouvelles procédures (vote de deux résolutions avant chaque nouveau déploiement des forces, raccourcissement de la durée des mandats, révisions à mi-parcours) que les Américains tentent d'imposer pour limiter les engagements militaires de l'ONU. Leur motivation est essentiellement d'ordre financier puisqu'ils assument 31 % du paiement des opérations extérieures.

Dans le cas présent, le Quai d'Orsay sera sans doute contraint d'accepter cette procédure pour que la France ne soit pas perçue comme faisant obstacle à l'action de l'O.N.U au Rwanda. Toutefois, le gouvernement souhaite que soient précisés à cette occasion les objectifs assignés à la MINUAR et les règles d'engagement des troupes.

Il reste également, en pratique, à résoudre le problème de l'équipement des contingents africains acceptant de participer à la force. Les Américains ont proposé d'équiper les Ghanéens d'ici 4 à 6 semaines. Un délai du même ordre nous sera nécessaire pour équiper le contingent sénégalais.

M.Juppé juge la situation catastrophique. Il estime nécessaire de faire de "l'agitation politique" au sommet de l'O.U.A. (13-15 juin) pour provoquer un sommet régional. Il souligne qu'alors qu'on accuse la France d'armer les forces gouvernementales, l'Ouganda fournit des armes au F.P.R. Il faut, selon lui, rassembler les modérés de chaque camp pour relancer le processus d'Arusha.

M.Roussin, pour sa part, envisage un renforcement de notre action humanitaire au Burundi.

*Quesnot*

Général QUESNOT